economiesuisse

Le franc reste d'actualité en attendant une réaction des milieux politiques

Depuis la mi-février, le franc s'est apprécié de 5 % environ par rapport à l'euro, à 1,03. Cela fait mal. Cette évolution aggrave sensiblement les difficultés de l'industrie suisse liée à la situation monétaire, souvent présentée abusivement comme un phénomène à court terme. Le climat économique reste donc tendu. Le Fonds monétaire international (FMI) estime d'ailleurs que la Suisse connaîtra le taux de croissance le plus faible d'Europe.

Cette semaine, le Conseil fédéral a une nouvelle fois examiné les conséquences du franc fort. Le gouvernement confirme ainsi la persistance des défis. On attend toujours une réaction des milieux politiques, même si, comme l'a très justement indiqué le Conseil fédéral, aucune mesure n'est efficace à court terme. Il s'agit de soulager les entreprises via une multitude de petites mesures et d'améliorer l'environnement économique, puisque les entreprises pâtissent avant tout du niveau élevé des coûts en Suisse. Plus important encore, éviter toute augmentation des charges.

La population a la possibilité de montrer l'exemple aux milieux politiques : elle peut refuser l'introduction d'un impôt sur les successions, le 14 juin prochain, ce qui serait un signal clair en faveur des entreprises suisses. Un refus obligerait aussi les milieux politiques à s'occuper sérieusement des allègements en faveur des entreprises. C'est précisément ce dont les entreprises ont besoin maintenant.